

PSE de Gerstube : une semaine charnière pour les salariés



PSE de Gerstube : une semaine charnière pour les salariés

Huit mois après l'incendie qui a détruit l'usine de Gerstube en avril 2025, le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) reste au cœur des tensions.

Lundi, la présentation des rapports d'expertise, puis jeudi, les rencontres avec le préfet et la direction ont marqué une nouvelle étape dans un dossier toujours conflictuel.

Des expertises qui remettent en cause la version financière du groupe

Ces éléments doivent désormais être transmis à la DREETS (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités), chargée d'homologuer le PSE.

Un impact psychologique lourd pour les salariés

Le troisième rapport souligne enfin que le dispositif de reclassement est insuffisant et inadapté, avec un accompagnement sans propositions d'emploi immédiates.

Malgré tout, Christophe Boronad estime que cette journée de lundi a été « globalement positive », car elle a permis de clarifier la situation financière réelle du groupe et de poser des bases plus solides pour la suite des discussions.

Jeudi : le préfet interpelle le PDG

À leur demande, les salariés ont été reçus jeudi par le préfet du Gers, Alain Castanier, dans le sillage des déclarations des ministres de l'Économie et de l'Industrie appelant à un PSE « exceptionnel » et « maximisé ».

Les représentants du personnel ont exposé leurs doutes sur l'adéquation entre les moyens réels du groupe et le PSE proposé, mais aussi le manque de communication, les retards accumulés et l'impact psychologique insuffisamment pris en compte.

Si le préfet a rappelé qu'il n'avait aucun pouvoir sur l'homologation, il s'est montré sensible aux revendications et a indiqué souhaiter, comme les ministres, un PSE le plus protecteur possible. À la sortie de la rencontre, il a pris l'initiative d'appeler personnellement le PDG pour lui rappeler ses responsabilités. Christophe Boronad souligne par ailleurs la disponibilité constante du préfet depuis le début de la crise.

Deux heures d'échange direct avec le PDG : premières concessions

Jeudi toujours, un échange téléphonique de deux heures entre le PDG, les salariés et le délégué syndical a permis, pour la première fois, une discussion jugée « réellement efficace », bien que tardive. Le PDG a reconnu la validité de la méthode de calcul du syndicat, tant sur les moyens du groupe que sur l'impact psychologique.

Il continue néanmoins de mettre en avant les risques économiques liés à une réduction trop importante de la trésorerie, rappelant, selon ses mots, la nécessité de « protéger l'entreprise ». Une position qui interpelle, d'autant plus que les assurances devraient à terme rembourser une partie importante des pertes, notamment les machines détruites et le bâtiment qui ne sera pas reconstruit — un sujet qui reste toutefois juridiquement difficile à intégrer dans le PSE faute d'éléments factuels.

Des avancées, mais encore loin du compte

Plusieurs évolutions notables ont toutefois été obtenues jeudi :

Intégration de la Validation des acquis de l'expérience (VAE), pourtant obligatoire et jamais réellement mise en œuvre jusqu'ici, à la charge de l'entreprise.

Accès élargi à la formation via des mesures d'accompagnement renforcées.

Mutualisation du budget d'accompagnement, avec redistribution aux salariés en supra-légal de ce qui ne serait pas consommé.

Création d'un nouveau barème du supra-légal :

0 à 5 ans d'ancienneté : 1 mois

5 à 10 ans : 2 mois

10 à 15 ans : 3 mois

15 à 20 ans : 4 mois

Plus de 20 ans : 5 mois

Un barème que le syndicat juge encore très en deçà de l'implication réelle des salariés, mais qui marque une évolution.

Christophe Boronad se dit « plutôt satisfait » que trois points essentiels aient été validés, tout en regrettant que ces avancées arrivent si tardivement. Il rappelle enfin que ce document reste unilatéral, sans réelle négociation collective à ce stade.

Une dernière ligne droite sous haute tension

Pour les salariés de Gerstube, l'attente demeure forte : obtenir enfin un plan à la hauteur du traumatisme subi et des moyens réels du groupe.

